

**Unité départementale des Ardennes**  
1 Place de la Préfecture - BP 60002  
08005 Charleville-Mézières

Charleville-Mézières, le 13/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ACTEGA-RHENACOAT**

1 avenue François Sommer  
ZI de Glaire  
08200 Glaire

**Références :** E2 - IsG/DeF - n° 25/474  
**Code AIOT :** 0005701153

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2025 de l'établissement ACTEGA-RHENACOAT implanté 1 avenue François Sommer ZI de Glaire 08200 Glaire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le cadre d'une action nationale 2025 concernant la perte d'utilité sur les sites soumis à autorisation.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ACTEGA-RHENACOAT
- 1 avenue François Sommer ZI de Glaire 08200 Glaire
- Code AIOT : 0005701153
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société Actega Rhenacoat SAS est une filiale du groupe allemand Altana. L'établissement est spécialisé dans la fabrication de systèmes de revêtement pour emballages en métal rigide.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Perte d'utilités ;
- Risque incendie ;
- Stratégie de défense incendie.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                                 | Référence réglementaire                           | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|-------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Alimentation en énergie et utilités associées                     | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56      | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 3 mois                |
| 2  | Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique         | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52      | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                        | 3 mois                |
| 6  | Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64      | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 7  | Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance  | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7       | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 8  | Liste des produits de décomposition                               | Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9       | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 10 | Stockage extérieur                                                | Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.9   | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |
| 11 | Aire de stockage extérieur                                        | Arrêté Préfectoral du 22/11/2018, article 29.11.3 | Mise en demeure, respect de prescription                                                                                   | 3 mois                |
| 14 | PFAS et émulseur                                                  | Règlement européen du 25/06/2019, article 31      | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 3 mois                |
| 15 | Situation administrative                                          | Code de l'environnement, article R. 181-46.II     | Demande d'action corrective                                                                                                | 3 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                       | Référence réglementaire                                | Autre information |
|----|---------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------|-------------------|
| 3  | Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56           | Sans objet        |
| 4  | Arrêts et mise en sécurité                              | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56           | Sans objet        |
| 5  | Actions engagées pour la mise en sécurité               | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59           | Sans objet        |
| 9  | Dimensionnement des émulseurs                           | Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-4 partiel | Sans objet        |
| 12 | Cartographie des effets thermiques                      | Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 12           | Sans objet        |
| 13 | Liste des produits chimiques                            | Arrêté Ministériel du 13/07/1998, article 3.3 partiel  | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des compléments sont attendus pour la maîtrise du risque incendie en cas de coupure d'électricité. Les conditions de stockage en extérieur des liquides inflammables ne correspondent plus à l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires du 22 novembre 2018.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Alimentation en énergie et utilités associées

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Alimentation en énergie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.<br>[...]<br>Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1 <sup>er</sup> janvier 2026                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Constats :</b> Pour le site Actega, le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1 <sup>er</sup> septembre 2022 (2005).<br>En cas de perte d'utilité, le transfert de produits et les installations de production s'arrêtent automatiquement sans problème particulier de sécurité. Si le compresseur s'arrête, les pompes de produit s'arrêtent. L'arrêt des installations ne génère pas de réaction exothermique des produits.<br>L'exploitant indique que : <ul style="list-style-type: none"><li>- le canon à mousse est alimenté par un surpresseur diesel, il dispose d'un bidon de 30 litres de carburant pour alimenter le surpresseur, correspondant à 1h15 de fonctionnement ;</li><li>- les détecteurs de fumées et de chaleur sont raccordés à une centrale incendie secourue par batterie ;</li><li>- les caméras thermovélocimétriques et anti-intrusion sont alimentées par un circuit indépendant, secourus par onduleur et une alimentation directe au transformateur de l'usine.</li></ul> Le local du serveur informatique dispose d'une extinction automatique au gaz inerte.<br>Les écoulements vers le bassin de confinement sont gravitaires.<br>La réserve RIA est alimentée par un surpresseur électrique qui serait inopérant en cas de coupure d'électricité.<br>L'exploitant n'a pas justifié de la quantité suffisante de produit pour alimenter le surpresseur du canon à mousse pendant la durée d'un incendie de 3h. L'exploitant n'a pas justifié de la durée de fonctionnement des onduleurs et des batteries en cas de coupure d'électricité. L'exploitant a transmis un plan d'action "Utilités 2025" qu'il convient de compléter. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit mettre en place la quantité suffisante de produit pour alimenter le surpresseur du canon à mousse pendant la durée d'un incendie soit 3h.<br>L'exploitant doit également justifier de la durée de fonctionnement des onduleurs et des batteries en cas de coupure d'électricité et des mesures conservatoires prises en cas d'arrêt.<br>L'exploitant doit compléter son plan d'action "Utilités 2025" et le transmettre à l'inspection.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

## N° 2 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Maintenance et test                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <b>Prescription contrôlée :</b> Maîtrise des procédés.<br><br>Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.<br><br>Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.<br><br>Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs.                                                                      |
| <b>Constats :</b> Dans l'étude de dangers de 2020, les deux scénarios majorants retenus sont un incendie du magasin couvert G et un incendie de l'atelier de production K qui avait des effets thermiques sortants du site.<br>Selon la modélisation effectuée par l'exploitant avec le logiciel Flumilog en 2025, le cloisonnement par murs coupe-feu permet à l'incendie de l'atelier de production de ne plus avoir d'effet sortant des limites du site.<br>Les détecteurs et caméras installés dans l'atelier de production sont raccordés à la centrale incendie. En cas d'alarme, la procédure d'intervention décrite dans le POI est enclenchée, avec si nécessaire l'emploi des émulseurs.<br>La centrale incendie est secourue par batterie.<br>L'exploitant a transmis le contrat de maintenance de la centrale et détecteurs précisant la nature et la fréquence annuelle de la prestation ainsi que le rapport de la dernière intervention du 12 mai 2025.<br>L'exploitant n'a pas transmis le contrat de maintenance pour l'onduleur permettant de secourir les caméras.<br>L'exploitant a transmis une facture d'intervention sur le surpresseur en date du 29/10/2019. Il n'a pas fourni le contrat de maintenance du surpresseur. L'exploitant a indiqué qu'il envoyait en révision le surpresseur à l'extérieur du site sans mesures conservatoires. |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant doit fournir le contrat de maintenance de l'onduleur des caméras qui précise la nature et la fréquence de la prestation. Il transmettra le rapport de la dernière intervention précisant la durée de fonctionnement de l'onduleur.<br>L'exploitant doit fournir le contrat de maintenance du surpresseur diesel. L'exploitant précisera les mesures conservatoires prises pendant l'indisponibilité du surpresseur en révision.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

### N° 3 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Stratégie en cas de perte d'utilité électrique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure. [...]<br><br>Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité aux dispositions du présent article sont réalisés avant le 1er janvier 2026. |
| <b>Constats :</b><br>Le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1 <sup>er</sup> septembre 2022 (2005).<br>L'exploitant a transmis, par courriel du 1 <sup>er</sup> octobre, la procédure en cas de coupure d'alimentation électrique qui précise comment sont secourues les différentes installations en cas de perte électrique (via onduleur, surpresseur diesel, batteries).                                                                                                                                                                                                    |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |

### N° 4 : Arrêts et mise en sécurité

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>[...]<br>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.<br>[...]<br>Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026                                                              |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant indique que l'alimentation des détecteurs, centrale incendie et caméras bascule automatiquement sur batterie et onduleur en cas de coupure d'électricité.<br>L'alimentation en émulseur est autonome via une pompe diesel.<br>En cas de nécessité de mise en place du POI, le site dispose d'une salle dont l'accès informatique est alimenté par un onduleur et l'ensemble des informations sont disponibles sur le serveur. Une copie papier du POI avec les numéros d'urgence et la conduite à tenir est disponible dans la salle de commandement. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

**N° 5 : Actions engagées pour la mise en sécurité**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en sécurité                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Consignes d'exploitation et de sécurité.<br><br>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.<br><br>L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.<br><br>Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none"><li>-les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;</li><li>-les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation ;</li><li>-l'obligation du " permis d'intervention " prévu à l'article 63 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ;</li><li>-les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;</li><li>-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.</li></ul><br>L'ensemble des contrôles, vérifications, les opérations d'entretien menés sont notés sur un ou des registres spécifiques.<br><br>L'exploitant établit par ailleurs des consignes de sécurité, qui indiquent autant que de besoin : <ul style="list-style-type: none"><li>-l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion, sauf cas spécifique d'une intervention dûment encadrée par un permis d'intervention prévu à l'article 63 ;</li><li>-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;</li><li>-les mesures à prendre en cas de perte de confinement sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;</li><li>-les modalités de mise en œuvre des moyens d'intervention et d'évacuation ainsi que les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;</li><li>-les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 26 ou 26 bis, pour les installations soumises à ces dispositions ;</li><li>-la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc ;</li><li>-l'organisation de l'exploitant en cas d'incident ou de sinistre ;</li><li>-l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident. »</li></ul> |

**Constats :**

Par sondage, l'inspection a contrôlé les check-lists d'ouverture (IS-SED-31-6) et de fermeture du site. Ces check-lists incluent les opérations et contrôles à effectuer pour l'arrêt du vendredi et le démarrage du lundi. Les check-lists émargées datent du 19/09/25 et du 22/09/25.

L'inspection a vérifié la procédure "permis d'intervention". Le mode opératoire ne précise pas les mesures conservatoires en cas de neutralisation des organes de sécurité (détection incendie) pour travaux. Lors du dernier contrôle par la société CHUBB le 12 mai 2025, deux détecteurs étaient neutralisés.

Suite à la visite, l'exploitant a transmis la procédure de désactivation de la détection incendie précisant les mesures conservatoires et de remise en service.

L'affichage de l'interdiction de flamme, de fumer, de téléphones portables est présent à l'entrée des ateliers.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 6 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en sécurité

**Prescription contrôlée :**

Equipements à l'arrêt.

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements.

**Constats :**

Aucune installation n'était à l'arrêt lors de la visite d'inspection.

En cas de perte d'électricité, les installations à risque sont arrêtées "sur niveau".

L'exploitant indique qu'en cas de coupure d'une durée supérieure à la durée des onduleurs, une surveillance humaine serait mise en place. L'exploitant n'a pas de consigne écrite décrivant l'organisation à mettre en place.

En cas de reprise de l'activité après une perte d'électricité, la procédure de redémarrage de l'usine est mise en place.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant doit définir l'organisation à mettre en place en cas de coupure d'électricité d'une durée supérieure à la durée des onduleurs et transmettre la procédure à l'inspection.



|                                                            |
|------------------------------------------------------------|
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites              |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                      |

**N° 7 : Autonomie du dispositif de secours électrique et de surveillance**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 7                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Dispositifs de secours électrique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>[...]<br>Lorsque les mesures de maîtrise des risques ne sont pas mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale, les réseaux d'utilités les alimentant, lorsqu'ils sont nécessaires à leur fonctionnement, sont fiabilisés ou indépendants de sorte qu'un sinistre n'entraîne pas la perte simultanée de plusieurs de ces mesures de maîtrise des risques agissant sur un même scénario accidentel. Pour les installations, pour lesquelles le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1er septembre 2022, les travaux identifiés comme nécessaires pour la mise en conformité à ces dispositions sont réalisés avant le 1er janvier 2026. [...] |
| <b>Constats :</b><br>Le dépôt complet de la demande d'autorisation est antérieur au 1 <sup>er</sup> septembre 2022 (2005).<br>L'exploitant n'a pas justifié de la durée de fonctionnement des batteries et onduleurs.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>L'exploitant justifie de la durée de fonctionnement des batteries, des onduleurs et de l'organisation à mettre en place suite à leur arrêt.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

**N° 8 : Liste des produits de décomposition**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Produits de décomposition                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai. |
| <b>Constats :</b><br>La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie n'a pas été transmise au Préfet. Cette liste servira de base à la définition des prélèvements environnementaux nécessaires.<br>Suite à la visite, l'exploitant a transmis la base Seirich indiquant qu'il est en cours de recensement.                                                                                                |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>L'exploitant doit transmettre la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie au Préfet.                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**N° 9 : Dimensionnement des émulseurs**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article VI-4 partiel                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Dispositions applicables aux stockages extérieurs<br>[...]<br>Pour la mise en œuvre de la stratégie incendie visée à l'article VI. I, la définition du taux d'application et la durée de l'extinction respectent au moins les valeurs données en annexe V de l'arrêté du 3 octobre 2010.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Constats :</b><br>Dans sa stratégie de défense incendie transmise le 30 avril 2025, l'exploitant indique un besoin de 14 m <sup>3</sup> d'émulseur pour le scénario le plus pénalisant soit un incendie dans l'atelier de production (K). L'exploitant a utilisé un taux d'application d'extinction réel de 2 l/m <sup>2</sup> /min majoré de 0,5, conformément à l'arrêté du 03/10/10 susvisé.<br>L'exploitant a remplacé ses émulseurs en septembre 2025 par de l'Uniseral F3 AR 3/3, émulseur sans fluor.<br>Suite à la visite, l'exploitant a indiqué qu'il ne disposait pas du taux d'application d'extinction réel pour le nouvel émulseur, il convient donc d'utiliser le taux d'application d'extinction forfaitaire pour les liquides inflammables non miscibles à l'eau avec un moyen d'application indirecte de 5 l/m <sup>2</sup> /min tel que défini dans l'arrêté du 03/10/10 susvisé. Durant la phase de temporisation, l'exploitant utilise un taux égal à la moitié du taux d'application nécessaire à l'extinction, conformément à l'arrêté du 03/10/10.<br><br>Le besoin en émulseur pour le scénario le plus pénalisant est donc de 20,7 m <sup>3</sup> . L'exploitant dispose de 22 m <sup>3</sup> d'émulseurs.<br><br>L'inspection rappelle qu'à compter du 1 <sup>er</sup> janvier 2026, l'article VI-3 de l'arrêté du 24/09/2020 s'applique : l'exploitant dispose de ressources et réserves en eau et émulseurs supplémentaires équivalent à 20 % de ces moyens. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

**N° 10 : Stockage extérieur**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 24/09/2020, article III.9                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Conditions de stockage : Les récipients mobiles stockés, y compris en palette, forment des îlots limités selon les dimensions suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- la hauteur de stockage est au maximum égale à 5 mètres ;</li><li>- la surface maximale susceptible d'être en feu est adaptée aux moyens d'intervention et d'extinction en cas d'incendie et n'excède pas 1 000 m<sup>2</sup> ;</li><li>- la distance entre deux îlots, depuis le bord de chacune des rétentions ou, le cas échéant, de la zone de collecte, respecte les conditions suivantes :</li></ul> |

| Surface maximale susceptible d'être en feu         | Distance minimale entre le bord de la rétention, ou le cas échéant, de la zone de collecte, vis-à-vis de tout autre îlot, rétention extérieure associée à des réservoirs tout autre activité ou stockage couvert, ou tout autre stockage susceptible de favoriser la naissance d'un incendie |
|----------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| Jusqu'à 500 m <sup>2</sup>                         | 10 mètres                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| De 500 m <sup>2</sup> jusqu'à 750 m <sup>2</sup>   | 15 mètres                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| De 750 m <sup>2</sup> jusqu'à 1 000 m <sup>2</sup> | 20 mètres                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

Ces distances peuvent être réduites si les effets domino (seuil des effets thermiques de 8 kW/m<sup>2</sup>) ne sont pas atteints, sans nécessité de dispositions actives, du stockage vers tout autre îlot de stockage ou activité et de tout autre îlot de stockage ou autre activité vers le stockage. La mise en place d'un mur coupe-feu REI 120 de dimensions suffisantes pour contenir les effets dominos permet de répondre à cette exigence. Les éléments de justification, et le cas échéant, de démonstration du respect des règles en vigueur concernant le mur coupe-feu, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Ces dispositions ne sont pas applicables aux stockages extérieurs contenant 2 mètres cube ou moins de liquides inflammables et de liquides ou solides liquéfiables combustibles distants de plus de 10 mètres des autres stockages, ou en armoire de stockage.

**Constats :**

Sur la zone extérieure, l'inspection constate du stockage de liquides inflammables de la zone A au magasin de stockage sans discontinuer, surface excédant 1 000 m<sup>2</sup>. L'inspection constate du stockage à 12 m de l'îlot B, îlot ayant une surface déclarée de 825 m<sup>2</sup>. La distance minimale est de 20 m.

Le stockage ne respecte ni la mise en place d'ilots ni les distances entre ilots.

Cette prescription est applicable au 01/01/2026 pour les installations existantes.

L'inspection rappelle que l'exploitant est tenu de se mettre en conformité pour le 01/01/2026.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 11 : Aire de stockage extérieur**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/11/2018, article 29.11.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Incendie

**Prescription contrôlée :**

L'édifice ceinturé du merlon est le siège :

- de l'aire de stockage A des solvants, possédant une surface de 375 m<sup>2</sup> et pouvant accueillir au maximum 180 m<sup>3</sup> de solvants,
- de l'aire de stockage B des solvants, possédant une surface de 825 m<sup>2</sup> et pouvant accueillir au maximum 390 m<sup>3</sup> de solvants,
- de deux aires de dépotage,
- d'un parc de 12 cuves enterrées, d'un volume global de 270 m<sup>3</sup>,
- d'une cuve aérienne de résine d'une capacité de 50 m<sup>3</sup>,
- d'un bâtiment de stockage, construit en bardage métallique, pouvant accueillir au maximum

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>432 m<sup>3</sup> de matières inflammables (pour 1/3 de solvants, 1/3 de résines et 1/3 de pigments),</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>d'un bassin de confinement d'une capacité de 750 m<sup>3</sup> pouvant accueillir tout déversement accidentel survenant à l'intérieur de l'aire de stockage extérieur, par gravité.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate que des racks de stockage de liquides inflammables en récipients mobiles ont été mis en place le long du bâtiment de stockage et le long de la zone de dépotage.</p> <p>L'inspection constate du stockage de liquides inflammables de la zone A jusqu'au magasin de stockage, le stockage encercle la cuve aérienne de résine (ilot C classé non inflammable) et encercle la zone d'emballages vides.</p> <p>Les conditions de stockage ne sont ni conformes à l'arrêté préfectoral du 22/11/2018 ni aux hypothèses de l'étude de dangers de 2020. Cette étude de dangers ne considérait que les liquides inflammables du magasin de stockage et concluait sur l'absence d'effets sortants du site en cas d'incendie.</p> <p>L'exploitant n'a pas justifié que les emballages vides ne sont pas considérés comme solides liquéfiables combustibles.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

#### N° 12 : Cartographie des effets thermiques

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/09/2005, article 12                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le préfet peut, à tout moment, demander à l'exploitant de l'installation de fournir les cartographies des phénomènes dangereux déjà établies, dans le cadre de l'étude de dangers [...]</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis une étude de dangers en 2020. En 2025, l'exploitant indique l'absence d'effets thermiques sortants du site suite à une nouvelle modélisation Flumilog avec une version mise à jour du logiciel.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant indique que les surfaces de référence ont été revues du fait de la présence des murs coupe-feu. La modélisation Flumilog transmise suite à la visite avec les hypothèses de modélisation conclut à l'absence d'effets sortants de l'incendie de l'atelier de production.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |

#### N° 13 : Liste des produits chimiques

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 13/07/1998, article 3.3 partiel                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Identification                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p>                                                                                             |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Suite à la visite, l'exploitant a transmis les fiches de données de sécurité de l'Uradil datant du 18/07/2016 et du 19/07/2023 indiquant un changement de classification du produit. Le produit est aujourd'hui classé H331 et relève de la rubrique 4130 de la nomenclature des installations classées.</p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                                                                             |

#### N° 14 : PFAS et émulseur

|                                                                                                                                                                                                                                                                         |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 25/06/2019, article 31                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Produits chimiques PFAS                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4. |
| <b>Constats :</b><br>L'inspection constate que l'exploitant a remplacé ses émulseurs par un produit sans fluor UNISERAL F3 AR 3/3, classé corrosif. L'exploitant a transmis la fiche technique et la fiche de données de sécurité.                                      |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>L'exploitant fournit le bordereau d'élimination de l'émulseur contenant des PFAS.                                                                                                                   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                   |

#### N° 15 : Situation administrative

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R. 181-46.II                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Toute [...] modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation. |
| <b>Constats :</b><br>Les modifications du site concernant notamment la stratégie de défense incendie (quantité d'émulseurs nécessaires, modélisation des incendies...), la justification de la demande d'antériorité pour le classement du produit Uradil n'ont pas été portées à la connaissance de M. Le Préfet.                                                                                                                                                                        |
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b><br>L'exploitant doit transmettre à M. le Préfet un dossier de porter à connaissance comprenant les modifications apportées sur le site accompagné de tous les éléments d'appréciation.                                                                                                                                                                                                                                   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Proposition de délais :</b> 3 mois                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |

## **Annexe - Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure**

**Arrêté n° ... du ..... portant mise en demeure de respecter les prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par la société ACTEGA RHENACOAT à Glaire (08200)**

**Le Préfet des Ardennes,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 et R. 181-46 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°43 délivré le 17 août 1982 à la société Blancomme pour l'exploitation de son usine sur le territoire de la commune de Glaire (08200) ;

**Vu** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2018-660 délivré le 22 novembre 2018 à la société ACTEGA RHENACOAT et portant mise à jour de l'arrêté préfectoral d'autorisation ;

**Vu** le décret du 16 juillet 2025 portant nomination du Préfet des Ardennes ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2025-552 du 25 août 2025 portant délégation de signature à M. Joël DUBREUIL, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

**Vu** l'article R. 181-46 du Code de l'environnement qui dispose à son alinéa II : « *Toute [...] modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation* » ;

**Vu** l'article 29.11.3 de l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2018 susvisé qui dispose : « *L'édifice ceinturé du merlon est le siège :*

- *de l'aire de stockage A des solvants, possédant une surface de 375 m<sup>2</sup> et pouvant accueillir au maximum 180 m<sup>3</sup> de solvants,*
- *de l'aire de stockage B des solvants, possédant une surface de 825 m<sup>2</sup> et pouvant accueillir au maximum 390 m<sup>3</sup> de solvants, [...]*
- *d'un bâtiment de stockage, construit en bardage métallique, pouvant accueillir au maximum 432 m<sup>3</sup> de matières inflammables (pour 1/3 de solvants, 1/3 de résines et 1/3 de pigments), [...]* » ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courriel du **date** conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier/courriel du **date** ;

ou

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du rapport susvisé ;

**Considérant ce qui suit :**

1. lors de la visite du 22 septembre 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que sur l'aire de stockage extérieur :
  - a. des racks de stockage de liquides inflammables en récipients mobiles ont été mis en place le long du bâtiment de stockage et le long de la zone de dépotage ;
  - b. du stockage de liquides inflammables est présent sur la zone A jusqu'au magasin de stockage, le stockage encercle la cuve aérienne de résine (ilot C classé non inflammable) et encercle la zone d'emballages vides ;
2. ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 29.11.3 de l'arrêté préfectoral susvisé ;
3. ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement dans la mesure où l'accumulation de liquides inflammables peut générer des effets thermiques en cas d'incendie qui pourraient dépasser les limites du site ;
4. face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société ACTEGA RHENACOAT de respecter les prescriptions et dispositions de l'article 29.11.3 de l'arrêté préfectoral susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement

**ARRÊTE**

**Article 1** – La société ACTEGA RHENACOAT exploitant ses installations au 1 avenue François Sommer à Glaire (08200) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 29.11.3 de l'arrêté préfectoral du 22 novembre 2018 en respectant les conditions de stockage ou en transmettant au préfet un dossier de porter à connaissance des conditions de stockage avec les éléments d'appréciation nécessaires : mise à jour de l'étude de dangers et stratégie de défense incendie dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Article 2** – Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171- 8- II du Code de l'environnement.



**Article 3** – Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 4** – Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Ardennes pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté sera notifié à la société ACTEGA.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes ;
- Monsieur le Maire de la commune de Glaire ;
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand-Est.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Charleville-Mézières, le  
Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation  
Le secrétaire général,

Joël DUBREUIL